

LA PRESSE NOUVELLE Magazine Progressiste Juif

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Moyen-Orient sur la base du droit de l'État d'Israël à la sécurité et sur la reconnaissance du droit à un État du peuple palestinien.

ISSN : 0757-2395

MENSUEL EDITE PAR L'U.J.R.E

Le N° 5,50 €

N° 308 – Septembre 2013 – 31e année

Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

FRANCE

Vous avez dit indépendance ? P.Kamenka 6

PROCHE-ORIENT

Négociations... D.Vidal 2

Entretien avec Marius Schattner P.Kamenka 3

HOMMAGES

Henri Alleg NM 2

Ilan Halevi PNM 5

HISTOIRE / MÉMOIRE

Jean Moulin...
chef police de Vichy ? R.Endewelt 6

LES 70 ANS DE L'UJRE

III. Quelques repères depuis 1945 A. Gromb 4-5

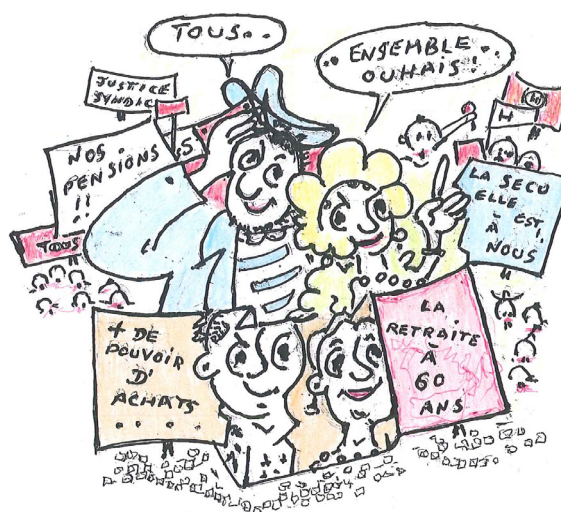
L'abbé Grégoire P.Dupuy 8

CULTURE

L.Laufer 7

SORTIR DE LA CRISE MAINTENANT OU FAIRE LA GUERRE AU PEUPLE SYRIEN ?

Dernière minute : Nous reviendrons dans le prochain numéro sur les menaces de guerre en Syrie.



ET POURQUOI PAS UN CHANGEMENT DE CAP ?
CHÔMAGE EN HAUSSE
POUVOIR D'ACHAT EN BERNE
MENACES SUR LES RETRAITES

LE CHAOS ÉGYPTIEN

Editorial

La situation en Égypte ne laisse pas d'inquiéter. Pour le peuple égyptien d'abord et aussi pour les conséquences régionales et internationales que la crise peut avoir. Après la révolution démocratique qui a renversé le régime de Moubarak, les *Frères Musulmans* – le parti *Justice et liberté*, la formation politique issue de la confrérie – ont gagné les élections législatives, suivis par une autre force politique religieuse, le parti *al-Nour* qui se situe dans la mouvance salafiste. L'élection présidentielle (la première démocratique en Égypte) avait également été gagnée au second tour par le candidat des Frères, Mohamed Morsi. Il est à noter que celui-ci l'avait emporté parce qu'il avait contre lui un candidat légitimement perçu comme étant lié au régime précédent. Les Égyptiens avaient alors voulu tourner la page de l'ère Moubarak. Le candidat arrivé en troisième position lors de la présidentielle (au premier tour) représentait une alliance regroupant les nassériens, des communistes et une large partie de la gauche laïque. Il avait obtenu plus de 20% des voix. Rappeler cela est significatif. Il n'y a pas en Égypte que le choix entre les *Frères musulmans* et l'armée. Il y a aussi un courant politique de gauche, révolutionnaire, démocratique.

Mohammed Morsi et les principaux dirigeants des *Frères musulmans*, personne ne le conteste, ont manœuvré et donné un cours autoritaire et réactionnaire au pouvoir, tout en soutenant une politique économique d'inspiration libérale. Le peuple égyptien s'est soulevé pacifiquement contre cette politique, exigeant, par millions, le départ du président. L'armée qui, de fait, a pris le pouvoir en Égypte le 3 juillet dernier ne l'a pas fait au nom du peuple, contrairement à ses affirmations. Elle l'a fait d'abord pour prendre de vitesse une révolution démocratique qui posait en germe des changements sociaux. Elle l'a fait pour protéger ses propres intérêts de classe, dans un pays où les militaires contrôlent 40% de la production économique. Les premiers actes de répression brutale contre les partisans de Mohamed Morsi (près d'un millier de morts depuis l'assaut contre les places du Caire où se tenaient les manifestants le 14 août), les arrestations arbitraires, les exécutions sommaires, la mise au secret du président élu, risquent de pousser l'Égypte soit dans la guerre civile, soit dans la dictature. La libération conditionnelle demandée par un tribunal pour l'ex-raïs Moubarak montre aussi que les erreurs des *Frères musulmans* ont revigoré les partisans de la revanche.

Aujourd'hui, l'Arabie saoudite, toujours alliée des Américains, et dont personne ne peut affirmer qu'il s'agit d'une démocratie, soutient le nouveau régime, comme l'ensemble des monarchies du Golfe à l'exception du Qatar qui lui, depuis longtemps, a choisi de se rapprocher des *Frères musulmans*. Même des personnalités qui s'étaient prononcées pour la destitution de Morsi et avaient accepté de participer à des organes de pouvoir, comme Mohamed el Baradeï, prix Nobel de la paix et l'un des dirigeants du *Front de salut national*, qui avait été nommé vice-président du nouveau régime, ont démissionné pour ne pas cautionner la brutalité de la répression et la mise en cause des libertés démocratiques. Aux États-Unis, si l'administration Obama semble pencher vers une critique du coup de force, les Républicains soutiennent ouvertement la prise du pouvoir par les militaires. L'histoire l'a déjà démontré, les contradictions politiques ne se résolvent pas par des bains de sang. Notre devoir est de soutenir les forces démocratiques qui refusent à la fois l'autoritarisme des uns et la force militaire des autres. ■

JACQUES DIMET
21 août 2013

CARNET DÉCÈS

CIPORA GUTNIC

Cipora nous a quittés un 16 juillet, était-ce un signe ? C'était en 2003, dix ans déjà. Son souvenir restera à jamais gravé dans nos mémoires. Nous voulons également évoquer la mémoire de Marcel et Waldemar qui nous ont quittés il y a si longtemps mais qui sont si présents. Ils nous manquent tous cruellement. Que tous ceux qui les ont connus et aimés aient une pensée pour eux.

Annette et Michel Swierczewski,
Annie Gutnic,
Yann, Michaël, Gaëlle, Delphine

MME ROSETTE WEINER

Suite à sa campagne de réabonnement, la PNM a la grande tristesse d'apprendre sa disparition, et assure sa famille de ses plus sincères condoléances.



Le 1^{er} juin, nous avons projeté au « 14 » l'admirable film de Yonathan Levy. Das Kind* retrace la vie d'Irma Mico, juive roumaine, germanophone exilée à Paris, antifasciste dès la guerre d'Espagne puis résistante affectée au «Travail Allemand». Vous avez été nombreux à nous demander s'il en existait un DVD. Il est sorti cet été ! Vous pouvez vous le procurer directement (25 € frais de port inclus) auprès du producteur, BLIMA, 23 Bd Delessert, 75016 Paris ■

* Ce film passe au cinéma LA CLEF de Paris, tous les jeudis à 18 heures

LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif
fondé en 1934

Éditions :

1934-1993: quotidienne en yiddish, Naïe Presse
(clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982: hebdomadaire en français, PNH
depuis 1982 : mensuelle en français, PNM
éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 0614 G 89897

Directeur de la publication

Jacques LEWKOWICZ

Rédacteur en chef

Roland Wlos

Conseil de rédaction

Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet,

Olivier Gebuhrer, Patrick Kamenka,

Nicole Mokobodski

Administration - Abonnements

Secrétaire de rédaction

Tauba-Raymonde Alman

Rédaction - Administration

14, rue de Paradis

75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 16

Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : lujre@orange.fr

Site : http://ujre.monsite-orange.fr

(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement :

France et Union Européenne :

6 mois 28 euros

1 an 55 euros

Etranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal

«pas comme les autres»

magazine progressiste juif.

Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE

(10 € pour 3 mois)

J'offre un abonnement à :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

REQUIEM POUR HENRI ALLEG

Quand *La Question* est parue en 1958, nous avons tous appris deux noms : ceux de Maurice Audin et de Henri Alleg. Audin, jeune et brillant mathématicien, membre du Parti communiste algérien, arrêté et torturé à El Biar, assassiné par l'Armée française. Depuis 2004, une place du Quartier Latin porte son nom mais cinquante ans plus tard, la lumière n'est toujours pas faite sur les circonstances de sa mort. Quant à Alleg, membre du Parti communiste algérien, directeur d'*Alger républicain*, arrêté et torturé par la même équipe, son témoignage brûle encore aujourd'hui, qui révéla comment des soldats de l'armée française se vantèrent, alors que la souffrance lui brisait la poitrine : « Tu vas parler ! Ici c'est la Gestapo ! ». Il ne parlera pas. Ce qu'il a à dire, c'est dans ses livres et non à la police qu'il le dira. Il a alors 36 ans et rédigera en prison le témoignage qui révéla au monde entier la sordide réalité de la guerre coloniale. Henri Alleg n'a jamais varié dans son engagement. Ce juif originaire d'Europe centrale comme beaucoup, fils d'un père tailleur comme beaucoup, communiste et internationaliste comme beaucoup, avait, dira son fils André, horreur du communautarisme. « C'était un internationaliste. Sa famille, c'était tous ceux qui luttent pour leur liberté et leur émancipation et, au-delà, tous ceux qui n'ont pas encore pris conscience de l'importance de cette lutte. Sa famille, c'était l'humanité tout entière. »

Il était infatigable et nous serions en peine d'énumérer toutes les activités auxquelles il s'est consacré. Il fut, entre autres, journaliste à l'*Humanité*, membre du Bureau du Mouvement de la Paix et fondateur en 1972 de l'ACCA, qui s'est donné pour mission d'« Agir contre le colonialisme aujourd'hui



— pour le droit imprescriptible des peuples à disposer d'eux-mêmes » : un enjeu plus actuel que jamais puisque nos programmes prévoient d'enseigner les « bienfaits de la colonisation ». Il faisait partie, aux côtés entre autres de Simone Pâris de Bollardière, du comité de parrainage du Tribunal Bertrand Russell pour la Palestine. Rappelons qu'à la différence des Aouassresses et des Massu, le général Jacques Pâris de Bollardière s'opposait à la pratique de la torture par l'Armée française. Depuis 2007, un carrefour parisien porte son nom.

Henri Alleg laisse à tous ceux qui l'ont connu le souvenir d'un homme infiniment fraternel, enthousiaste, passionné par les autres. On ne pouvait l'approcher sans l'aimer, sans être enrichi par sa noblesse de cœur. Au crématorium du Père Lachaise, où un émouvant hommage de Mumia Abu Jamal a été lu, la cérémonie s'est terminée aux accents d'une Internationale chantée en arabe et en français. A la sortie, l'hymne du Parti communiste al-

gérien retentit, chanté par des femmes qui lèvent le poing et brandissent le livre d'Alleg intitulé « *Mémoire algérienne, souvenirs de luttes et d'espérances* ». Elles ont enchaîné sur un hymne féministe.

Il nous reste à nous réjouir de l'avoir connu, lui et son épouse, l'admirable Gilberte Salem. A reprendre aussi le flambeau. Le 29 juillet, réunis avec les siens, nous étions nombreux à partager le pain de la fraternité humaine, à respirer l'air enivrant de la liberté, qui nous appelle encore et toujours. Il dépend aussi de nous qu'un jour la vérité soit dite sur la mort de Maurice Audin. Ce jour-là, la France aura retrouvé cette part de son honneur qu'elle avait perdu en Algérie. Ce jour-là, peut-être que le nom d'Alleg pourra enfin être prononcé à la télévision française... ■ NM

NDLR Relire dans les PNM n° 268 et 269 (septembre et octobre 2009), l'entretien d'Henri Alleg avec notre collaboratrice Hélène Amblard : « *Une vie contre le colonialisme et tous les racismes* ». Nos lecteurs trouveront sur le site de l'UJRE la liste illustrée des livres d'Alleg ainsi que les titres des films qui lui ont été consacrés.

Bibliographie

Mémoire algérienne : Souvenirs de luttes et d'espérances, 2005, Éd.

Stock, Paris, 407 p., 21,30 €

Retour sur La Question, Éd. Aden, Bruxelles, 2006, 96 p., 8 €

La Question – suivi de La Torture au cœur de la République, Éd. de Minuit, Paris, 2008, 92 p., 6,60 €

Filmographie

Jean-Pierre Lledo, *Un rêve algérien*, documentaire, 140 min., 2003

PROCHE -ORIENT

REPRISE DES NÉGOCIATIONS ISRAËLO-PALESTINIENNES
DIPLOMATIE OU MISE EN SCÈNE ? PAR DOMINIQUE VIDAL

Il aura fallu six voyages du secrétaire d'État américain John Kerry au Proche-Orient pour relancer le « processus de paix » israélo-palestinien interrompu voici trois ans. Inaugurées le 29 juillet 2013 à Washington en présence de la ministre israélienne de la Justice Tzipi Livni et du chef négociateur palestinien Saeb Erekat, les tractations ont repris le 14 août à Jérusalem.

L'objectif officiel des négociations paraît ambitieux. Il s'agit de parvenir dans les neuf mois à un accord sur le statut final des territoires palestiniens, et notamment sur quatre dossiers-clés explicitement cités par John Kerry lors de sa conférence de presse du 30 juillet : les frontières, la sécurité, Jérusalem et les réfugiés.

Rares sont les observateurs à parier sur le succès de cette ultime tentative pour sauver la solution à deux États. Et pour cause : la partie israélienne n'a pas esquissé le moindre compromis, sauf la libération de 104 prisonniers palestiniens à laquelle elle s'était engagée lors des accords d'Oslo, il y a... vingt ans ! Et encore cet élargissement s'effectue-t-il au compte-gouttes...

Comme l'écrit le quotidien israélien Haaretz¹, « Dans une pièce de théâtre bien mise en scène, Netanyahu a choisi de relâcher des prisonniers plutôt que d'accepter la ligne de 1967 comme base de négociations des frontières ou de geler la colonisation ; cela en dit long sur les négociations à venir. » Nous voilà bien loin du premier mandat du président Barack Obama, au cours duquel celui-ci prétendait obtenir d'Israël un moratoire sur la colonisation. Celle-ci continue au contraire à un rythme rapide. Selon l'Agence France Presse, « La population des colonies israéliennes de Cisjordanie a augmenté de plus de 2 % au premier trimestre 2013, une croissance deux fois supérieure à celle enregistrée en Israël² ». Et 1 187 nouveaux logements ont été mis en chantier en Cisjordanie, dont 793 à Jérusalem-Est...

Si bien que « les obstacles sont plus grands que jamais : la population israélienne de Cisjordanie a crû de quelques 20 % durant les cinq dernières années. Et les défenseurs des colonies occupent des positions puissantes au sein du gouvernement. L'un d'eux, Naftali Bennet, est l'ancien président du

Conseil des colonies de Judée et de Samarie. Récemment, il a été cité affirmant : « J'ai tué de nombreux Arabes dans ma vie, et cela ne pose pas de problème ». En juin dernier, Bennett s'est moqué de l'idée qu'un État palestinien serait formé sur les territoires évacués par Israël. « Jamais dans l'histoire d'Israël autant de gens n'ont investi autant d'énergie dans quelque chose d'aussi futile », déclara-t-il, ajoutant que « la chose la plus importante pour la Terre d'Israël, c'est de construire, construire, construire³ ». De fait, dans la liste des 600 localités déclarées prioritaires par le gouvernement israélien début août, 91 sont des colonies, dont certaines « isolées » en Cisjordanie...

Faute d'engagements israéliens, l'Autorité palestinienne a donc dû se contenter d'« assurances » américaines. La lettre qui les contient n'a pas été rendue publique. Mais Haaretz⁴ croit savoir que les États-Unis y « clarifient pour les Palestiniens que la position américaine est que les négociations devraient se dérouler sur la base de la ligne de 1967 avec des échanges de territoires » ; aux Israéliens, Washington assure que ■■■

■ ■ ■ « les futures frontières ne seront pas identiques aux lignes de 1967 mais incluront des modifications conformément à la réalité sur le terrain ». En outre, la lettre destinée à la partie israélienne comporterait « une déclaration américaine affirmant qu'Israël est un État juif et que (...) les réfugiés palestiniens doivent retourner dans le futur État palestinien ». Plus que jamais, les États-Unis apparaissent donc juge et partie. D'autant que John Kerry a nommé comme « envoyé spécial » Martin Indyk, co-fondateur de l'AIPAC⁵ et ex-ambassadeur américain en Israël (de 1995 à 1997 et de 2000 à 2001). Lequel, interrogé il y a un an sur les chances d'une nouvelle négociation, répondait : « Je ne suis pas particulièrement optimiste car je crois que le cœur des choses est que le maximum de concessions que ce gouvernement israélien est prêt à faire sera loin de satisfaire le minimum d'exigences sur lesquelles Abou Mazen insistera. Ainsi il sera possible de faire durer les discussions, ce qui est une bonne chose, mais j'ai du mal à croire qu'elles aboutiront à un accord⁶. »

L'état de l'opinion israélienne a, hélas, de quoi conforter ce scepticisme. Certes, la majorité des Israéliens (69 % contre 31 %)

se déclare prête à accepter un accord négocié par Benyamin Netanyahu⁷. Mais cette disponibilité tient à leur confiance dans l'intransigeance du Premier ministre, qu'ils partagent⁸ : 55,5 % s'opposent au retour aux frontières de 1967, même accompagné d'échanges de territoires ; 67 % refusent tout retour de réfugiés palestiniens, même en petit nombre. Du coup, 65,5 % ne croient pas à un accord dans l'année...

L'opinion palestinienne en a parfaitement conscience, qui se montre profondément dubitative : plus des deux tiers (69 %) jugent « faibles » ou « nulles » les chances de création dans les cinq ans d'un État palestinien à côté d'Israël⁹.

Pourquoi, dans ce climat pessimiste, relancer malgré tout le « processus de paix » ? Selon Mustapha Barghouti¹⁰, fondateur de l'Initiative nationale palestinienne* et pionnier de la résistance populaire non violente, la principale réponse se trouve à Washington : « Les Américains ont deux motivations. Un, ils sentent bien que la fenêtre d'opportunité se referme. Deuxièmement, ils sentent aussi que la question palestinienne est le facteur le plus déstabilisant et ils veulent geler cette question pour neuf mois, jusqu'à ce qu'ils se

retirent de la région. Enfin, ils recherchent un accord qui leur permette d'éviter toute instabilité. » Quant aux Israéliens et aux Palestiniens, ajoute-t-il, « chacune des deux parties se comporte de manière à ne pas être accusée d'avoir fait capoter la reprise des discussions ».

Mais les motivations de Benyamin Netanyahu dépassent sans doute l'image qu'il entend donner de son pays. La reprise des négociations, a-t-il déclaré, représente « un intérêt stratégique essentiel pour Israël¹¹ ». Et le Premier ministre d'ajouter que « ce n'est pas seulement important pour mettre fin au conflit avec les Palestiniens, mais aussi significatif par rapport à la menace iranienne et à la guerre civile en Syrie ».

Pour le gouvernement israélien, l'essentiel, c'est de diminuer l'isolement sans précédent dont il souffre, régionalement comme internationalement. À preuve, après l'adhésion en tant qu'État non-membre de la Palestine aux Nations unies, la décision prise par l'Union européenne de ne plus intégrer les colonies à ses accords avec Israël dès le 1^{er} janvier 2014. C'est pourquoi un sabotage ouvert des négociations ne pourrait – analyse Jonathan Cook¹² – qu'« accroître l'isolement du pays

(...). Israël a beaucoup plus à craindre des Palestiniens en dehors du cadre d'un faux processus de paix. Il y a la menace de voir les Palestiniens exploiter la situation pour de nouvelles sanctions d'institutions comme l'Union européenne, ou reprendre le combat pour leur reconnaissance à l'ONU ou pour traduire Israël devant la Cour internationale de justice de La Haye pour crimes de guerre »... ■

1.2 août 2013.

2.6 août 2013.

3.Michaël Young, Daily Star, 1er août 2013.

4.31 juillet 2013.

5. L'*American Israel Public Affairs Committee* se définit comme un « lobby pro-israélien ».

6.Haaretz, 30 juillet 2013.

7.Gush Shalom, 27 juillet 2013.

8.Haaretz, 6 août 2013.

9.Agence France Presse, 1er août 2013.

10.L'Humanité, 6 août 2013.

11.Haaretz, 20 juillet 2013.

12.Maan, 2 août 2013.

* **NDLR** L'INP se présente comme une « troisième force démocratique » entre le *Fatah* et le *Hamas*

ENTRETIEN AVEC MARIUS SCHATTNER

PNM Comment analyse-t-on en Israël la reprise des négociations avec les Palestiniens, alors que ce processus était gelé depuis trois ans ? Est-ce dû avant tout à la pression de Washington ?

M. Schattner Le ton général en Israël sur la reprise de ces négociations israélo-palestiniennes est à une très grande prudence voire au scepticisme. D'abord, parce que cette reprise a créé une véritable surprise ici. Beaucoup disaient, à propos des navettes de John Kerry : « Encore un voyage du secrétaire d'État américain ». Et puis, tout d'un coup, il y a eu l'annonce de la reprise des négociations. Mais la question centrale est de savoir si ces négociations ont de réelles chances d'aboutir. Et la réponse en général est qu'on n'y croit pas trop et ce, pour plusieurs raisons. Il y a notamment un écart considérable sur les questions de fond entre les deux délégations, même si les grandes lignes d'un accord sont connues. Il suffit de se rappeler l'échec du Sommet de Taba* convoqué en janvier 2001 après l'échec des négociations de Camp David II, fin 2000. Mais aujourd'hui, il est très difficile d'imaginer que Benjamin Netanyahu accepte la création d'un État palestinien réellement indépendant, disposant d'une continuité territoriale et comprenant la Cisjordanie, la bande de Gaza, ainsi que les quartiers arabes de Jérusalem-Est, au prix d'échanges territoriaux.

Jusqu'à maintenant, toute sa politique a visé à gagner du temps pour créer sur le terrain de nouveaux faits accomplis. Négocier lui permettait de se prémunir d'une offensive diplomatique palestinienne. La clé de la politique israélienne, et surtout de la droite depuis vingt ans, est de donner l'impression que l'occupation est provisoire, pour qu'elle puisse durer. C'est ce que les Palestiniens avaient fini par comprendre en faisant, depuis trois ans, du gel de la colonisation un préalable à toute reprise des négociations. Mais à vrai dire, cela non plus n'avait pas trop gêné Israël.

PNM La libération de 104 prisonniers palestiniens et le ralentissement des constructions

de colonies en Cisjordanie annoncent-ils d'autres concessions de Netanyahu ?

M. Schattner D'abord il faut noter qu'Israël ne s'est pas engagé formellement sur le ralentissement des constructions de colonies. Il semble que le gouvernement se soit engagé auprès des Américains, mais à quoi ? Depuis plusieurs mois, il n'y a guère eu d'appel d'offres pour les projets de construction du ministère du Logement. En revanche sur le plan privé, il existe des projets de construction. D'une façon générale, il y a mille et un moyens de contourner cette politique toute relative de ralentissement des constructions. Je n'attends pas de gestes vraiment significatifs lors de ces négociations. Certes, la libération des prisonniers est un geste, mais la raison en est très simple : Israël avait libéré plus d'un millier de prisonniers en faveur du *Hamas* après la libération du soldat Gilad Shalit**. Et aujourd'hui Israël, soumis à une forte pression de la part des États-Unis, est obligé de libérer des prisonniers pour que l'Autorité palestinienne ne soit pas discréditée aux yeux de sa population.

Personnellement, je doute qu'aujourd'hui, le chef du gouvernement israélien se soit sincèrement rallié à la vision de deux États pour deux peuples. La preuve en est que l'aile la plus à droite du gouvernement Netanyahu ne menace pas de quitter la coalition au pouvoir, ce qu'elle ne manquerait pas de faire s'il y avait une réelle avancée en ce sens.

PNM Est-ce que cette négociation vise pour Israël à gagner du temps et peut-on penser que l'idée d'un État palestinien à côté d'Israël ait du plomb dans l'aile ? Va-t-on, autrement dit, vers le concept d'un seul État ?

M. Schattner Même si je doute de la volonté et sincérité de Netanyahu d'aboutir à un compromis sur la création de deux États, il faut prendre en compte l'ensemble des facteurs. La reprise des négociations comporte sans doute un risque pour les Palestiniens, mais qu'ont-ils à perdre si les négociations aboutissent à une impasse par la faute

d'Israël ? En outre, il est probable que lors de ces négociations, les Israéliens seront contraints de jouer cartes sur table, de produire des cartes géographiques représentant très précisément l'étendue du futur État palestinien et celle des territoires qu'ils comptent garder et cela, ils ne l'ont jamais fait. C'est très important car on verra alors qui est vraiment responsable des blocages. Autre chose : il se peut que Netanyahu ait, bien contre son gré, mis le doigt dans un engrenage qui le contraindra à des concessions qu'il ne souhaite pas faire. Quant à la question d'un État binational, on peut dire qu'il y a une réalité binationale, mais c'est une situation de ségrégation binationale. Je ne crois pas du tout à un État de tous les citoyens, en tous cas pas au stade actuel, car comment Israéliens et Palestiniens, qui sont tout autant attachés à l'idée d'État-nation, pourraient-ils s'entendre pour vivre ensemble ? Il n'y a qu'à voir l'exemple de la Belgique. Bien sûr, il y a dans les deux peuples une minorité qui aspire réellement à une coexistence au sein d'un État commun. Mais lorsque, côté israélien, le lobby des colons proclame qu'un partage est désormais impossible – et chaque jour qui passe le rend effectivement plus problématique – et que Juifs et Arabes vont devoir vivre ensemble, il songe non pas à un État binational mais à un État juif avec une minorité arabe, de citoyens de deuxième zone. Et du côté palestinien, la revendication d'un seul État – plus forte que dans le passé faute d'alternative – se nourrit chez beaucoup jusqu'à ce jour de l'aspiration à transformer à long terme cet État en un État arabe, ne serait-ce que par le jeu de la démographie.

PNM La situation autour d'Israël (Égypte, Iran, Syrie) a-t-elle donné à Obama l'occasion de pousser plus que jamais à la reprise de ces négociations ?

M. Schattner Les Américains veulent au moins avoir quelque chose de positif à montrer avec ces négociations. Car la situation au Proche-Orient est le reflet d'une totale instabilité où rien n'avance. Pour les Palestiniens, il y a eu un espoir avec le printemps arabe.

Aujourd'hui, cet espoir est retombé, face à la situation qui règne en Égypte et encore plus en Syrie. Israël joue là-dessus. Mais aussi Netanyahu doit tenir compte d'un isolement international de plus en plus marqué, illustré par les dernières mesures prises par l'Union Européenne contre la colonisation, compte tenu aussi d'une inquiétude diffuse sur l'avenir d'un État, prisonnier de ses conquêtes, qui se veut « juif et démocratique » et qui parvient moins que jamais à concilier ces deux exigences, si tant est qu'elles le soient, conciliables. ■

Propos recueillis par

PATRICK KAMENKA

Jérusalem, 4 août 2013

* Sommet de Taba. Le sommet de Camp David II avait réuni, en 2000, Bill Clinton, président des États-Unis, Ehoud Barak, Premier ministre israélien et Yasser Arafat. Après son échec en septembre, immédiatement suivi par le déclenchement de la seconde Intifada, le président Clinton avait réuni à nouveau les trois protagonistes en janvier 2001, dans la péninsule du Sinaï cette fois : ce fut le Sommet de Taba et ce fut un nouvel échec.

** Gilad Shalit, citoyen franco-israélien, pris en otage par le *Hamas* en 2006, alors qu'il effectuait son service militaire, devait être libéré en octobre 2011 en échange de l'élargissement de 1 000 prisonniers palestiniens.

NDLR 1 Journaliste et historien, Marius Schattner à qui l'on doit déjà « *Israël, l'autre conflit : Laïcs contre religieux* », paru chez André Versaille, publie cet automne pour le 40^e anniversaire de la guerre du Kippour, et toujours chez le même éditeur, un nouvel ouvrage écrit en collaboration avec l'historienne Frédérique Schillo : « *La guerre du Kippour n'aura pas lieu* » (lire recension par Gaïdz Minassian dans *Le Monde* du 27/08/2013).

NDLR 2 Depuis que cet entretien nous a été accordé, Israël a autorisé le 13 août la construction de 942 appartements à Jérusalem, dans la partie de la ville annexée en 1967.



70^e ANNIVERSAIRE DE L'UNION DES JUIFS POUR LA RÉSISTANCE ET L'ENTRAIDE... ...70^e ANNIVERSAIRE DE

Regard sur l'histoire

III. QUELQUES REPÈRES DEPUIS 1945 PAR ALEX GROMB

Après la joie de la Libération et surtout après la capitulation allemande, on prend pleinement conscience de l'ampleur du désastre. Les déportés rescapés et les prisonniers libérés reviennent. Parmi les Juifs immigrés peu de familles ont été épargnées et le génocide a pratiquement fait disparaître le Yiddishland. Mais en même temps, après le déluge, s'affirme une volonté de continuer, de dire que, malgré Hitler, « *Nous sommes là* »*. « *Nous continuons* »**, proclame le film que produit l'UJRE en 1946.

NOUS CONTINUONS

C'est à la Libération que l'influence du Parti Communiste atteint son apogée dans la société française et c'est particulièrement vrai parmi les Juifs immigrés. Son prestige est renforcé par le rôle qu'il a joué dans la Résistance, le prix payé par le « Parti des fusillés », l'image de combattants que les Juifs communistes avaient donnée et celle qu'a obtenue l'URSS victorieuse à Stalingrad et libératrice des camps. Certes, quelques mesures prises dès la fin de la guerre privent l'UJRE d'une partie de ses militants. L'Union de la Jeunesse Juive est dissoute et ses membres appelés à adhérer à l'Union de la Jeunesse Républicaine de France (UJRF). Le Parti communiste souhaitait l'assimilation des immigrés, surtout celle de leurs enfants, et ne voyait dans leurs organisations spécifiques qu'un sas transitoire. On invite aussi des responsables communistes juifs à partir construire le socialisme à Varsovie, Bucarest ou Budapest.

Cependant, l'UJRE va être pendant des années l'organisation la plus influente parmi les Juifs immigrés. Des sections s'implantent dans presque tous les arrondissements de Paris, en banlieue et dans de nombreuses villes de province. Autour de l'UJRE va se reconstituer puissamment et se compléter le vaste réseau d'organisations que possédait le mouvement avant-guerre***. Elles ont presque toutes leur siège dans les trois bâtiments du 14 rue de Paradis qui devient à son tour le centre emblématique et animé du courant. La Naïe Presse, qui reparait sous son titre dès la Libération et tire à 15 000 exemplaires, y a sa rédaction et son imprimerie.

L'Union des sociétés juives de France (USJF), longtemps animée par les militants de l'UJRE, regroupe selon leur origine les anciens habitants des diverses villes d'Europe centrale. Ceux-ci aiment à se retrouver et participent à la publication des Livres du souvenir (*Yiskor Buch* – Souviens-toi) du monde anéanti. Jusqu'en 1966, une Commission intersyndicale juive fonctionne au sein de la CGT et joue son rôle dans les ateliers. L'Union des Engagés Volontaires et Anciens Combattants Juifs (UEVACJ) est créée. L'Association des Anciens déportés Juifs de France fournit une aide médicale puis financière pour favoriser la réinsertion des rescapés. Plus tard elle ouvrira une maison de repos et de retraite. Puis il se créera une Amicale des Juifs Anciens Résistants (AJAR). Le dispensaire « l'Aide Médicale » de la rue de Paradis prodigue ses soins à des milliers de patients juifs et non juifs. Une Commission sociale assiste les malades, les démunis et plus tard accueille les retraités.



Défilé du 1er mai 1946

Dans la lignée du Mouvement national contre le racisme (MNCR) du temps de la guerre est fondé en mai 1949 le MRAP (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix) qui a des liens étroits avec l'UJRE, laquelle d'ailleurs lui cède son journal en français : *Droit et Liberté*.

La Commission Centrale de l'Enfance auprès de l'UJRE (CCE) s'occupe des enfants cachés pendant la guerre.



J. Minc, A. Rayski, R. Zalcman, M. Chagall, P. Nowik, S. Zmulek, M. Sisterman et les enfants d'André

Après en avoir rendu 1 200 à leurs parents rescapés ou à leurs proches, elle prend en charge, place dans des maisons d'enfants ou des foyers 750 enfants orphelins, parfois très jeunes, dont elle accompagne l'éducation jusqu'à leur majorité.

Par ses colonies de vacances et ses patronages (les Jeunes Bâtisseurs aux foulards verts), la CCE accueille chaleureusement les enfants des immigrés et les éduque dans ce qu'on appelle l'esprit progressiste. On y chante les chants folkloriques français et yiddish et aussi la Jeune Garde. On y exalte la Résistance. Les adolescents se réunissent dans des groupes qui prendront le nom de Cadets, de Travail et Joie, ou simplement de Groupe des jeunes... Le passage par les foyers ou les colonies a été suffisamment marquant pour qu'existent jusqu'à nos jours une Amicale des Anciens des Foyers et une Association des Amis de la CCE (AACCE)...

UN RÔLE POLITIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

L'UJRE mène après la guerre une action à la fois sociale, politique et culturelle. Elle défend les droits des immigrés. Elle mène campagne pour la restitution de leurs biens et de leurs logements aux Juifs spoliés durant la guerre, pour les droits des déportés, des anciens combattants, des veuves et des orphelins. La question des naturalisations occupe l'UJRE d'abord à la Libération quand il s'agit de rétablir dans leur citoyenneté les Juifs dénaturalisés par les lois de Vichy et d'obtenir pour ses

membres la simplification et l'acceptation des dossiers de naturalisation, notamment pour les anciens combattants et les déportés. Plus tard avec la guerre froide, dans les années 1948-1952, le gouvernement engage des retraits de naturalisation à l'encontre de militants communistes immigrés anciens combattants, préludes à leur expulsion. Des campagnes de protestation et des recours juridiques aboutissent à l'annulation de ces procédures par le Conseil d'État.

L'UJRE se range résolument du côté de ceux qui se présentent comme étant du camp de la paix. En 1950, elle fait signer l'Appel de Stockholm pour l'interdiction des armes nucléaires. En 1954, elle joue un rôle particulier dans la lutte contre le projet de création d'une Communauté européenne de défense (CED) qui permettait le réarmement allemand ; la CED sera rejetée par le Parlement. En 1957, elle proteste contre la nomination de l'ancien général nazi Speidel à la tête des forces terrestres de l'OTAN dans le secteur Centre-Europe. Elle dénonce le rôle de conseiller juridique d'Adenauer attribué à Globke, co-auteur des lois de Nuremberg. Elle s'oppose à toute indulgence envers les criminels de guerre nazis en Allemagne de l'Ouest.



Le baiser: Julius menotté embrasse Ethel dans le fourgon

De même, elle combat le retour sur la scène publique des vichystes et des collaborateurs ainsi que les résurgences de l'extrême-droite, de Poujade à Le Pen. Elle tient sa place dans les grandes luttes de la gauche. Pendant la période maccarthyste, elle participe ardemment à la campagne qui essaie en vain d'arracher les Rosenberg à la mort. Elle exprime sa solidarité avec les luttes sociales (aidant ainsi les mineurs en grève), avec les peuples colonisés.

L'UJRE se veut garante de la mémoire de la Résistance et des victimes du Génocide. Elle participe à toutes les manifestations de commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv, du soulèvement du ghetto de Varsovie, de l'exécution des premiers otages... Les sociétés de villes font graver les noms des victimes dans les cimetières de Bagneux et de Pantin. Les différentes organisations ont œuvré pour l'apposition de plaques commémoratives des résistants juifs devant les immeubles où ils ont vécu, par l'attribution de leur nom à certaines rues.

L'activité culturelle reprend. Les éditions *Oifsnai* (Renouveau) publient des revues

littéraires, de nombreuses œuvres yiddish. Pour le 50^e anniversaire de Thorez, dans le style de l'époque, on traduit en yiddish son fameux « *Fils du peuple* ». Plus tard, les Editions du Renouveau entreprennent de faire connaître la culture juive aux lecteurs exclusivement francophones avec la revue « *Domaine yiddish* ». Elles publient de nombreux ouvrages historiques comme *Le Billet Vert*, *Héros juifs de la Résistance française*, *Combattants juifs dans l'armée républicaine espagnole*. En 1959, elle participe à la célébration par l'UNESCO du centenaire de Cholem Aleichem. Le Théâtre d'art yiddish de Paris (YKUT) continue celui d'avant-guerre. Le Centre culturel juif organise conférences et expositions de peinture. La Chorale populaire juive passe le relais à de nouvelles générations.

Pour financer les maisons d'enfants, les colonies de vacances, le journal, les militants organisent des campagnes de souscription, rassemblent des dons d'artistes et des produits qui se vendent dans les kermesses à l'Hôtel Moderne, place de la République, ou rue de Paradis.

DÉSILLUSIONS, DIFFICULTÉS, DÉFIS...

Cependant, les militants ont dû affronter des désillusions et des difficultés multiples, faisant perdre à l'UJRE une grande partie de son influence.

La fin des années 40 et le début des années 50 voient dans le camp socialiste le déferlement d'un antisémitisme d'État sous le masque de la lutte contre « le cosmopolitisme sans racines » puis contre les « complots sionistes ». Les manifestations les plus dramatiquement spectaculaires en sont d'abord le procès Slansky (1952), où l'origine juive de onze des quatorze accusés est clairement pointée, et peu après par le « complot des blouses blanches » (janvier 1953). Il est déclaré que des médecins soviétiques avaient reçu de l'organisation juive américaine Joint l'ordre d'exterminer les dirigeants de l'URSS. L'UJRE reprend ce discours, nie l'existence d'un antisémitisme soviétique et dénonce « les dirigeants sionistes-bundistes aux ordres de l'impérialisme américain », « les fauteurs de guerre qui réarment l'Allemagne et attaquent nos libérateurs ». Ses militants s'affrontent physiquement, à la Mutualité, aux organisations juives organisatrices d'un meeting de protestation. Pour prendre pleinement conscience de l'ampleur du drame il faudra attendre 1956, le fameux rapport « secret » de Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline et un éditorial du journal yiddish de Varsovie *Folks Shtime* (La voix du peuple) révélant l'exécution le 12 août 1952 de treize membres de l'ancien Comité antifasciste juif (dont les écrivains yiddish Markish, Fefer, Bergelson...). C'est un véritable séisme. Certains militants s'éloignent du mouvement.

Dès lors ceux qui restent, consciences malheureuses, ne nient plus l'existence d'un antisémitisme à l'Est dont le centre névralgique est à Moscou. Avec l'appui de la direction du PCF, une délégation de trois membres de l'UJRE est envoyée en URSS en 1958. Les explications reçues ne

L'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

satisfont en tout cas pas l'un d'eux, Henri Sloves. Par la suite, l'UJRE réagira aux différentes manifestations d'antisémitisme récurrentes dans les pays du socialisme réel. Ainsi en 1964, la *Naïe Presse* dénonce la publication par l'Académie des Sciences d'Ukraine de la brochure d'un certain Kichko, intitulée « *Judaïsme sans fard* ». Le texte et les illustrations sont antisémites et ce sera, à l'initiative de l'UJRE, l'un des premiers cas où le PCF désavouera publiquement un scandale soviétique.

En 1967-68, le pouvoir polonais lance à son tour une vaste campagne antisémite. Sous couvert d'antisionisme, une purge exclut du parti et chasse de leurs postes les Juifs qui occupent des fonctions élevées dans l'appareil du pouvoir ou à l'Université. Vingt mille juifs sont privés de leur identité polonaise et sont poussés à l'exil. L'UJRE condamne ce qu'elle dénonce comme une perversion du socialisme.

Le discours des responsables est le suivant : ces manifestations sont totalement condamnables. Elles sont en contradiction complète avec les valeurs du socialisme pour lequel les militants se sont engagés et qui demeure l'avenir de l'humanité. Ils estiment que le mouvement en France n'est pas contaminé par ce poison antisémite. Ils se pensent utiles en utilisant le canal du PCF pour obtenir des explications et surtout quelques améliorations de la situation de la culture yiddish en URSS, comme la parution de la revue « *Sovietische Heimland* » (La patrie soviétique) et l'accueil d'Esther Markish, veuve du poète juif assassiné.

Sur Israël, le discours de l'UJRE est apparu assez vite à contre-courant. Elle avait soutenu le droit des Juifs à avoir un État et salué la création d'Israël, à qui elle apportait une aide politique et matérielle importante lors de la première guerre israélo-arabe. Cela avait accru le capital de sympathie dont elle disposait à la Libération. Mais après cette courte lune de miel avec les autres organisations juives, l'UJRE entra de plus en plus en contradiction avec ce que ressentaient beaucoup de Juifs de France. Ce fut surtout le cas en 1967, avec la Guerre des Six Jours****. Face aux mesures et aux déclarations menaçantes de Nasser, aux appels à « *jeter les Juifs à la mer* », beaucoup de Juifs furent plongés dans l'angoisse, craignant un nouveau génocide et la disparition d'Israël. Or quand la guerre a éclaté, en concordance avec la politique étrangère soviétique, par solidarité anti-impérialiste avec les peuples luttant pour leurs droits nationaux, en l'occurrence les Palestiniens, le parti communiste et l'UJRE ont condamné l'offensive israélienne présentée comme préventive. Par la suite la position de l'UJRE évoluera, soutenant une solution politique de deux États, ce qui implique la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens et le droit à la sécurité d'Israël.

Enfin, depuis, si l'UJRE dénonce à juste titre l'antisémitisme d'extrême-droite, elle éprouve des difficultés à analyser l'antisémitisme de mouvements tiers-mondistes, notamment dans les sociétés arabes, et celui issu d'une certaine extrême-gauche.

D'autres changements économiques et sociaux représentent aussi des défis difficiles à relever. Le prolétariat yiddish des ateliers ne s'est pas renouvelé. On a assisté

au vieillissement et à la disparition progressive de la génération des fondateurs et de leur environnement. Deux générations disparaissent, celle de l'avant-guerre, héritière de la Révolution d'octobre et celle de la Libération marquée par le génocide et la Résistance. Elles ne sont pas remplacées. Les yiddishistes se sentent un peu les derniers des Mohicans. Malgré l'intérêt tardif des enfants et petits-enfants d'immigrés pour le yiddish, cette langue est passée, en France du moins, du statut de langue vivante à celui de langue sentimentale évocatrice d'un passé disparu. À partir de 1974, la *Naïe Presse* ne sort plus que trois fois par semaine et en 1993 elle cesse définitivement de paraître.

L'arrivée massive de juifs originaires d'Afrique du Nord entre 1954 et 1962 a changé la physionomie de la judaïté française. Le retour du religieux dans le monde juif, parfois sous une forme de séparatisme communautaire, interpelle les juifs laïques.

Le monde n'est pas celui qu'avaient espéré les jeunes révolutionnaires des années 20 et 30. Est-ce à dire que le bilan de cette génération est totalement vide? Le rôle qu'ils ont joué pendant la guerre est en soi une justification de leur vie. Leurs échecs sont aussi en partie le revers de leurs succès. Il n'y a pas eu de relève directe importante. Les enfants sortis des colonies, des patronages, des foyers sont entrés de plain-pied dans la société française. Beaucoup se sont engagés dans les mouvements sociaux. Ils ont hérité de l'internationalisme, de l'antiracisme, de la sensibilité sociale de leurs aînés. Les publications de l'UJRE, désormais exclusivement en français (la page française de la *Naïe Presse*, puis la *Presse Nouvelle Hebdomadaire* et aujourd'hui la *Presse Nouvelle Magazine*) s'adressent à ce nouveau public.

Dans cet esprit, ceux qui ont pris le relais pensent qu'ils sont fondés à porter une autre parole, juive, laïque et progressiste. ■

NDLR* Zog Nit Keynmol (לאַז נייק טיז גאט), écrit en 1943 en yiddish par Hirsch Glick, détenu au ghetto de Vilnius, inspiré par des nouvelles annonçant le soulèvement du ghetto de Varsovie, mis en musique par Dmitry Pokrass, devient vite un symbole de résistance contre l'Allemagne nazie et l'un des principaux hymnes chantés dans le monde entier à la mémoire des victimes du génocide juif. Son titre, qui signifie « *Ne dis jamais* », découle de la première ligne du chant – « *Ne dis jamais que tu vas ton dernier chemin* » – qui se termine en affirmant : *Mir zaynen do ! « Nous sommes là ! »*.

**** Nous continuons**, film produit par l'UJRE en 1946 (Equipe de réalisation : Moshe Bahelfer, O. Fessler, A. Hamza, Ilya Holodenko, Jean Weinfeld, prises de vue : Agaï, Defassiaux), n° de visa 5445. Version originale yiddish restaurée par le Ministère de la Culture.

***** Lire in PNM n° 306 du même auteur : *I. Au cœur d'une jeunesse yiddish immigrée en France (jusqu'à 1939)***

****** Voir sur Public Sénat '1967, six jours en juin'**

En complément de la série d'articles consacrée par Alex Gromb à l'histoire de l'UJRE, la PNM proposera dans son prochain numéro un article sur l'UJRE du XXI^e siècle.

ILAN HALEVI (1943-2013)

Rien n'irritait tant Ilan Halevi que cette question, « *Comment un juif peut-il travailler pour les Palestiniens ?* ». A quoi ce fils de juif yéménite répondait invariablement : « *Je suis à 100 % juif et à 100 % arabe.* »

Il naît à Lyon en 1943 de parents communistes, étrangers et internationalistes qui militent en France dans un réseau anglais : le bureau de poste où il voit le jour servait de planque à la Résistance. En Algérie, où il travaille de 1964 à 1965 pour le MPLA et l'ANC, il rencontre la cause à laquelle il consacra toute sa vie : la Palestine. Il part en Israël en 1966. Revenu en France au bout de neuf ans, il se rapproche de l'*Organisation de libération de la Palestine* (OLP). Il multiplie les voyages à Beyrouth. Son objectif, à l'époque, est de nouer le dialogue entre la centrale palestinienne et les antisionistes israéliens. Intellectuel de haute volée, il écrit de nombreux ouvrages et cofonde la *Revue d'études palestiniennes*. Vient le temps des fonctions officielles. Successeur d'Issam Sartaooui, le représentant de l'OLP auprès de l'*Internationale socialiste*, assassiné en avril 1983, il apportera au fil des années sa pierre à la reconnaissance internationale de l'OLP.

Toute sa vie, il aura lutté pour la paix entre Israël et la Palestine, pour la reconnaissance d'un État palestinien au côté d'Israël. ■ **PNM**

EN BREF

CHARLES ENDERLIN RÉTABLI DANS SON BON DROIT

Treize ans après avoir été la cible de ses détracteurs, le journaliste franco-israélien de France Télévisions, en poste à Jérusalem, a enfin obtenu réparation des accusations portées contre lui après la diffusion d'un reportage sur l'assassinat d'un enfant palestinien par les soldats israéliens à Gaza en septembre 2000.

Le 26 juin dernier, la Cour d'appel de Paris a condamné pour diffamation Philippe Karsenty, élu de l'opposition et directeur de l'agence *Media Ratings*, qui avait accusé durant toutes ces années Enderlin et France Télévisions d'avoir diffusé sur France 2 un document « truqué ».

La Cour a ainsi confirmé la condamnation prononcée en première instance de Philippe Karsenty pour avoir écrit sur son site que le reportage d'Enderlin était « une supercherie ».

La justice a de plus condamné le détracteur à verser 7 000 euros de dommages et intérêts au journaliste et à sa chaîne.

Media Ratings n'a eu de cesse de contester le professionnalisme de ce journaliste, un des spécialistes de la région, en dénonçant la véracité d'un reportage montrant en direct la mort de Mohammed Al-Durah, un enfant palestinien de 12 ans, tué par des balles israéliennes, dans les bras de son père blessé. Ces images, qui ont fait le tour du monde et suscité l'émotion sur la réalité du conflit israélo-palestinien, avaient provoqué en France l'ire de lobbies va-t-en-guerre, favorables à la politique israélienne de colonisation. ■ **PK**

NDLR On peut lire, de Charles Enderlin « *Un enfant est mort – Netzarim, 30 septembre 2000* », Éd. Don Quichotte, 2010, 201 p., 18,30 € et « *Au nom du Temple : Israël et l'irrésistible ascension du messianisme juif* » (1967-2013), Éd. Seuil, avril 2013, 384 p., 20 €. Voir aussi in **PNM** n° 307 « *Jusqu'où iront-ils dans l'acharnement ?* ».

MORT EN HONGRIE D'UN CRIMINEL DE GUERRE NAZI QUI ÉCHAPPE AINSI À LA JUSTICE

Le criminel de guerre nazi le plus recherché du monde, le Hongrois Laszlo Csatari, âgé de 98 ans vient de mourir à Budapest. Il ne sera donc jamais jugé pour « crimes contre l'humanité ». Nommé chef de la police du ghetto de Kosice après l'accession au pouvoir du sinistre parti des Croix fléchées, réputé pour son sadisme, il était accusé d'avoir fait déporter en 1944 quelque 15 700 juifs. Aujourd'hui slovaque, Kosice, occupée en 1938 par les troupes de l'amiral Horthy, était alors sous domination hongroise.

Condamné à mort par contumace en 1948, Csatari s'était enfui au Canada où il s'était établi comme marchand d'art. En 1995, son identité ayant été percée à jour, il jugea prudent de s'enfuir en Hongrie. Le calcul n'était pas mauvais puisqu'il aura fallu dix-sept ans aux autorités hongroises pour procéder à son arrestation en juillet 2012. ■ **PK**



UN VIN QUI FAIT FÜHRER

Le 9 août, le *Centre Simon Wiesenthal*, basé à Los Angeles, a appelé à boycotter une ligne de vins commercialisés par l'entreprise italienne Vini Lunardelli. Il demande aux cavistes du monde entier de respecter cet appel et invite les commerçants italiens à retirer de leurs vitrines les bouteilles incriminées.

De quoi s'agit-il? D'une série de bouteilles dont les étiquettes représentent Hitler ou d'autres dignitaires nazis. Selon Lunardelli, il s'agirait d'une blague. Ce serait pour faire rire.

Certains trouvent la potion amère. Pour moi, je choisirais de boire rouge plutôt que nazi. ■ **NM**

EN BREF

REFUSONS LA CONDAMNATION À VIE
QUI FRAPPE MUMIA ABU-JAMAL !

Journaliste et militant afro-américain, Mumia Abu-Jamal a été condamné à mort en 1982, au terme d'un procès inique, pour un meurtre qu'il nie. « *Je vais les aider à faire frire ce nègre* », avait gracieusement proclamé un juge.

Mumia a passé vingt-sept ans dans le couloir de la mort, privé de tout contact avec les siens. Son courage, sa combativité, celle de ses proches, de ses défenseurs forcent le respect. En août 2012, la Cour d'État de Philadelphie avait commué la peine de mort en prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle, décision prise au terme d'une procédure violant ses droits constitutionnels, dont celui d'assister à l'audience et d'y intervenir.

Les juges de la Cour Supérieure de Pennsylvanie ont unanimement rejeté l'appel interjeté par Mumia pour obtenir un nouveau procès. Si la solidarité internationale a été impuissante à sauver Sacco et Vanzetti, puis les Rosenberg, elle a bel et bien sauvé Angela Davis. Elle ne doit pas faire défaut à Mumia. C'est à quoi s'emploie le Collectif Unitaire « *Ensemble sauvons Mumia Abu-Jamal* » qui, fondé en 1995, regroupe une centaine d'associations dont l'UJRE.

Ecrivons au Collectif (C/Mrap, 43 Bd Magenta, 75010 Paris ou contact@mumia-abujamal.com). Soyons nombreux à signer la pétition ! L'objectif est de recueillir un million de signatures ! Achetons le timbre à l'effigie de Mumia, achetons ses livres et ceux que publie le collectif.

Défendre Mumia, c'est défendre à travers lui tous ceux qui aux États-Unis sont victimes de dénis de justice. C'est rendre justice au combat acharné d'un journaliste qui vit, écrit, publie. Depuis qu'il a quitté le couloir de la mort, il est devenu le défenseur de nombre de ses compagnons de détention. Il a rendu cet été un vibrant hommage à celui qu'il appelle « Monsieur Alleg ».

Même lutte pour la dignité humaine et la justice. Ces hommes qui se battent pour leur liberté et pour la nôtre, c'est à nous qu'il appartient de les défendre.

Question d'honneur. Question d'efficacité.

■ NM

À lire

Mumia Abu-Jamal, *En direct du couloir de la mort*, préf. Jacques Derrida, Éd. La Découverte, 1999, 238 p., 9,50 €

Collectif Mumia, *L'affaire qui accuse la justice américaine*, c/ MRAP, Paris, 2006, 5 €

Claude Guillaumaud-Pujol, *Prison de femmes*, Janine, Janet & Debbie, une histoire américaine, préf. Danielle Mitterrand, Éd. Le Temps des cerises, Paris, 2012, 200 p., 13 €

À voir

Claude Guillaumaud-Pujol, DVD *Toute ma vie* (en prison), documentaire anglais en VO sous-titré français, allemand ou espagnol de 95 min. avec Noam Chomsky, Angela Davis, Steve Earle, William Francome, Mos Def, Snoop Dogg..., 15,49 € (frais de port inclus) par Internet sur <http://www.lugcinema.com/toute-ma-vie-en-prison-dvd.html>

HISTOIRE

JEAN MOULIN AURAIT-IL PU DEVENIR LE CHEF DE LA POLICE DE VICHY ?
UNE AHURISSANTE HYPOTHÈSE AVANCÉE PAR ALAIN MINC

En cette année du 70^e anniversaire de la création du *Conseil National de la Résistance*, Alain Minc, qui se présente comme conseiller politique, économiste et essayiste, a fait paraître un ouvrage intitulé : « *L'homme aux deux visages. Jean Moulin, René Bousquet : itinéraires croisés* ».

Ce livre développe une thèse étrange qui a de quoi indigner les résistants qui l'ont lu. C'est le cas notamment du grand résistant Jean-Louis Crémieux-Brilhac qui, dans une tribune du Monde des 23-24 juin, qualifie l'exercice auquel se livre Alain Minc de falsification et de provocation. De quoi s'agit-il ?

Selon l'hypothèse d'Alain Minc, Jean Moulin et Bousquet ayant été tous deux préfets, issus d'un même milieu, auraient pu avoir un destin différent et interchangeable sous l'Occupation. Selon lui, rien ne les destinait à devenir, l'un un héros et l'autre un salaud. L'un aurait pu devenir l'autre.

Qui peut imaginer un seul instant que Jean Moulin, par cette hypothèse gratuite et provocatrice, aurait pu devenir le pourvoyeur des rafles contre les juifs et particulièrement de celle du 16 juillet 1942 ? N'avait-il pas déjà prouvé avec force ses convictions antiracistes alors qu'il était encore préfet, et malgré les menaces de représailles de l'occupant, en prenant la défense des tirailleurs sénégalais accusés à tort de viol par les nazis ?



Tout l'itinéraire d'avant-guerre de Jean Moulin témoigne d'un engagement, jamais démenti, contre la montée du fascisme pour la défense des valeurs républicaines.

Alain Minc fait abstraction de toute l'histoire qui a marqué la période d'avant-guerre, il montre une ignorance, feinte ou réelle, de ce que fut la sève qui fit monter la Résistance

dans notre pays. La Résistance n'est pas née de rien et encore moins du hasard des circonstances. Elle trouve ses racines dans le combat mené contre le fascisme dès avant la guerre par tant d'hommes et de femmes.

Jean Moulin fut de ceux-là et particulièrement lorsqu'il était nécessaire d'apporter un soutien matériel aux républicains espagnols.

Ce n'est pas un hasard si parmi tous ces combattants d'hier, nombre d'entre eux furent des résistants de la première heure.

Il en est de même des collabos. Ils accueillirent avec allégresse l'occupant nazi car ils étaient de ce camp-là. Pétain naviguait déjà auparavant dans les milieux factieux et antisémites. Certes, les motivations des uns et des autres furent diverses et complexes comme en témoigne le pluralisme de la Résistance ; elles ne découlèrent pas forcément du passé de chacun.

Mais on ne peut réécrire l'histoire à partir d'hypothèses et de suppositions. Celles d'Alain Minc sont particulièrement odieuses. Avancer l'idée, par exemple, que si René

Bousquet avait eu le projet de passer à la Résistance en 1943, celle-ci l'aurait probablement accueilli, est une injure aux résistants et à la Résistance toute entière.

C'est émettre aussi l'idée qu'il était alors encore possible de réhabiliter le chef de la police de Vichy. Les anciens déportés apprécieront. En fin de compte, chacun a pu choisir son camp en toute conscience et en toute responsabilité.

Le programme du CNR, son contenu, ne doit rien non plus au hasard des circonstances. Il fut élaboré par des gens bien conscients des valeurs qu'il fallait promouvoir pour l'avenir du pays. C'était dans la logique du combat pour la libération du pays.

Dans une réponse embarrassée, Alain Minc a tenté de se justifier auprès de Crémieux-Brilhac. Il reproche à celui-ci de « *contempler à tort les grands hommes de la Résistance comme l'Église catholique ses saints* ».

Il revenait donc à Alain Minc en ce 70^e anniversaire du CNR, lui qui fait partie de l'élite bien-pensante et des idoles des grands médias, de rééquilibrer l'opinion qu'on peut se faire de Jean Moulin et d'opérer sa dédivinisation.

Jean-Louis Crémieux-Brilhac a relevé l'ascendance juive et communiste de l'auteur pour s'étonner de sa démarche.

Nous qui avons connu son père, Joseph Minc, ancien résistant du secteur juif de la MOI, nous partageons cet étonnement et sa consternation. ■

ROBERT ENDEWELT

Ancien combattant de la Résistance MOI

FRANCE

VOUS AVEZ DIT INDÉPENDANCE ?

Les révélations du lanceur d'alerte Edward Snowden sur le programme de surveillance *Prism*, un programme qui permet aux États-Unis d'espionner en toute impunité les échanges électroniques mondiaux, et, partant, de faire bon marché des libertés individuelles et de l'indépendance nationale en France, comme dans l'ensemble de l'Europe et du vaste monde, n'ont pas vraiment provoqué de dénonciations tonitruantes de la part des autorités françaises, ni d'ailleurs des 27 autres pays de l'Union européenne.

Orwell prédisait déjà, dans son célèbre roman « 1984 », la mainmise de Big Brother sur le monde. Aujourd'hui, nous savons que la réalité a dépassé la fiction grâce aux révélations de Snowden, cet ex-consultant des agences de renseignement américaines, qui a démontré que les services d'écoutes de la NSA (*National Security Agency*, l'agence de sécurité nationale du département de la Défense) peuvent espionner tout un chacun. Plus d'un résistant, plus d'un adepte du fameux concept gaullien, « *une certaine idée de la France* », doivent se retourner dans leur tombe devant ces révélations !

L'Élysée et la diplomatie française n'ont rien changé à leur politique sur le fond. Les négociations sur le futur marché transatlantique ont démarré sans problème. Pourtant, il y avait pour Paris et l'Europe une formidable occasion de dénoncer les « grandes oreilles » américaines.

Le quasi-silence de la France et des autres

capitales européennes s'explique : suite aux informations qui ont filtré dans la presse via Snowden, on apprenait qu'un accord secret avait été conclu entre les services de renseignement allemand et américain en 2002 sous l'ère du gouvernement social-démocrate de Gerhard Schröder, accord que ne pouvait ignorer l'actuelle chancelière Angela Merkel. Le prétexte invoqué pour justifier un tel accord était la nécessité de lutter contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001.

En clair, les Européens ont cédé sur les libertés individuelles devant les exigences de Washington et des grandes firmes américaines d'informatique (Microsoft, Facebook, Google, Skype, Apple, etc.) en enregistrant, à la demande de la NSA et du FBI, les données en ligne de millions d'internautes.

L'affaire Snowden va cependant mettre en lumière la scandaleuse pusillanimité de la France face aux injonctions étasuniennes.

L'image de l'indépendance nationale ne sort pas grandie du scandale diplomatique déclenché par l'interdiction sans précédent de survol du territoire national opposée à l'avion du chef de l'État bolivien, Evo Morales, qui revenant de Moscou, a été contraint d'atterrir à Vienne. La France, l'Espagne et l'Italie ont en effet agi sur ordre de la CIA, les services secrets américains soupçonnant à tort le fugitif Snowden de se trouver à bord de l'avion présidentiel. Il faut lire à cette occasion la tribune d'Evo

Morales publiée dans le *Monde Diplomatique* daté d'août et intitulée « *Moi, président de la Bolivie, séquestré en Europe* », véritable réquisitoire contre l'Europe...

Le *Patriot Act* aura, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, servi à commettre de graves entorses au droit international. Ce ne sont pas les dénégations embarrassées du président Barack Obama qui convaincront grand monde, y compris dans son propre pays. Il a certes affirmé, lors de la conférence de presse tenue au début d'août à Washington, que la NSA avait seulement pour but la sécurité des États-Unis. Il faut dire qu'il avait déjà promis de fermer Guantanamo et d'en finir avec la politique des néo-conservateurs de la période Bush : promesses restées vaines.

Encore une occasion manquée pour la France, celle qui promettait notamment le changement en 2012, de prendre ses distances avec la politique atlantiste.

Rappelons pour mémoire l'Article 12 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, adoptée à Paris, en 1948, par l'Assemblée générale des Nations Unies : « *Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes* ». ■

PATRICK KAMENKA

12 août 2013

CHRONIQUE de
LAURA LAUFER

« DANS UN JARDIN JE SUIS ENTRÉ » film d'Avi Mograbi

Dans son dernier film, le cinéaste israélien Avi Mograbi nous entraîne sur les traces de ses racines familiales en Syrie et au Liban. Sa manière de filmer fait toujours appel à l'intime. On y voit Avi Mograbi converser dans sa cuisine avec son ami de longue date, Ali, un Palestinien qui lui enseigne l'arabe.

Que tant de séparations et de ruptures soient intervenues dans une Histoire commune, voilà ce sur quoi ils s'interrogent et dont Avi propose à Ali de faire un film. Ainsi, ils partiront en quête du passé, déambulant dans les rues de Tel-Aviv, puis parcourant en voiture les routes de Galilée. Leurs conversations tournent autour de ce rêve d'un temps où juifs et arabes vivaient dans une harmonie qu'attestent leurs objets, photos et documents familiaux : un vieil annuaire professionnel où les noms juifs côtoient les noms arabes ; une réclame, rédigée en arabe, hébreu et français pour la mercerie Mograbi de Tel-Aviv ; un agenda syrien des années trente composé des calendriers musul-



man, juif et chrétien. Se mêlent à ce récit, leurs propres histoires d'amour : ainsi de cette petite fille Yasmine, âgée de dix ans, qui les accompagne dans leur voyage, fille d'Ali et d'une femme juive israélienne. Yasmine doit affronter sa double identité dans une société qui tient de l'apartheid comme le lui rappelle le panneau d'un parc « réservé aux habitants du moshav... interdit aux étrangers ». Quant à Avi, il aime une femme libanaise rencontrée à Paris, ville où juifs

et arabes ne sont pas séparés. Cette femme lui écrit des lettres filmées en super 8 et sa dernière lettre dresse un constat et exprime une nostalgie douloureuse : « Les Palestiniens ont été expulsés de leurs pays et les juifs arabes ont été déracinés du temps, nous ne pourrions jamais revenir ». Ce film nous parle du déchirement et de la séparation et rêve aussi de retrouver cette harmonie perdue qui existait autrefois au Proche-Orient. ■

CULTURE

«CHEZ LES UFS»

Un tailleur lauréat du Grand prix de l'Académie française et du Molière du meilleur auteur : ce n'est pas si fréquent et cela situe l'originalité d'un JEAN-CLAUDE GRUMBERG, à défaut de l'expliquer. Né en 1939 d'un père assassiné à Auschwitz, il écrira *maman revient pauvre orphelin*, *Dreyfus*, *L'Atelier* et *Zone libre*. Il sera dialoguiste pour *Le Dernier métro*, *Le Plus Beau Pays du monde*, scénariste de *Thérèse Humbert*, *Music Hall* et *Les Lendemains qui chantent*. Il devient son meilleur personnage dans sa dernière pièce, *Chez les Ufs* qui se joue au Théâtre de Poche Montparnasse*, où avec ses deux acolytes de scène, Olga et Serge, il « pose un regard sur son œuvre et nous livre quelques chapitres de son existence reliés à son écriture, en courtes confidences délicates. (...) Grumberg compose, presque sans le savoir, un objet inédit : l'auteur vu par son œuvre. (...) »** ■

* Du 17/09 au 17/11 - ma. au sa. 19h, di. 17h30 - 10€ à 30€ - Réservation : 01 45 44 50 21

** Stéphanie Tesson, metteur en scène.

I AM SPARTACUS* ! PAR LAURA LAUFER

Jamais Issur Danielovitch Demsky, fils de Bryna Sanglel et du chiffonnier Herschel Danielovitch immigré de Gomel en Biélorussie, n'aurait pu avoir de travail dans les studios d'Hollywood sous son vrai nom. L'antisémitisme était alors trop fort. Ce garçon, né dans l'État de New York d'une famille de sept enfants, qui « jour après jour lutte pour mettre du pain et du bortsch sur la table », prendra le nom de Kirk Douglas. Devenu une star dans les années 1950, Kirk Douglas gagnera chaque année, autant d'argent que son père durant toute sa vie et créera le studio *Bryna films*, qui produira, entre autres, *Les sentiers de la gloire* et *Spartacus*, deux films où l'acteur joue, tout en gardant tout pouvoir sur leur réalisation confiée à Stanley Kubrick.

En 1945, année de l'arrivée de Kirk Douglas à Hollywood, Gerald L.K. Smith, démagogue religieux et fondateur du parti « L'Amérique d'abord », part en campagne contre les juifs, les russes et les communistes désignés comme traîtres.

Aujourd'hui âgé de 96 ans, l'acteur revient sur la production de *Spartacus*, et évoque l'esprit de folie paranoïaque qui s'empare des États-Unis avec le maccarthysme. Voici ce qu'il écrit à propos de la déclaration Waldorf** proclamée par les magnats des studios pour faire la chasse aux communistes « Six des Dix d'Hollywood étaient juifs (...) la majorité des producteurs de la Déclaration du Waldorf l'étaient aussi. Comment des juifs (...) victimes de persécutions et notamment de l'épisode de génocide le plus atroce que le monde ait connu (...) pouvaient-ils justifier le même climat de peur en Amérique ? La peur nourrit la peur. Ces hommes (...) étaient terrifiés qu'on puisse leur retirer d'un seul coup leur pouvoir (...) Alors ils sont devenus des super-patriotes (...) disposés à sacrifier la vie d'autres hommes. Ils étaient comme les membres du gouvernement de Vichy : des collaborateurs conservant leur influence et leur poste au détriment de leurs compatriotes ».

Concernant la délation, Douglas fait sienne l'analyse d'Orson Welles : « Si les amis donnent leurs amis, ce n'est pas pour sauver leur peau, mais pour sauver leur piscine ».

En 1950, Howard Fast est condamné à trois mois de prison, Dalton Trumbo à un an et il fera onze mois. Fast commence à écrire en prison, son roman *Spartacus* qu'il terminera à sa sortie de prison. Le FBI menaçant tout éditeur qui oserait le publier, *Spartacus* paraît à compte d'auteur, en 1951. Kirk Douglas, soulevé d'enthousiasme à sa lecture, rêve d'en faire un film, chose impossible sous le maccarthysme : le dossier de Fast au FBI écrit de la main de E.J. Hoover comprend un millier de pages !

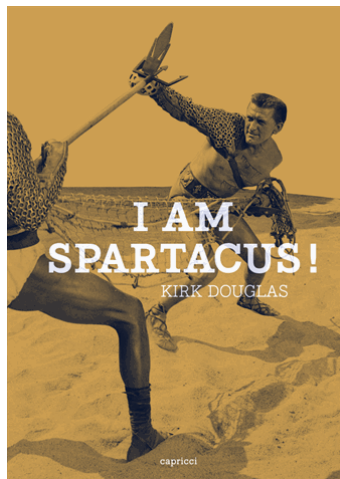
Cinq ans plus tard, Howard Fast, après avoir lu le rapport Khrouchtchev, annonce dans les médias sa rupture avec le parti communiste. Douglas pense alors qu'il peut trouver des fonds pour tourner *Spartacus*. Universal accepte de s'associer à *Bryna films*, à condition d'avoir la majorité des parts dans l'entreprise, le budget engagé étant de treize millions de dollars. Kirk Douglas confie l'écriture du scénario à Howard Fast, qui, comme beaucoup d'écrivains, se révèle un piètre scénariste. Kirk Douglas engage alors, dans le plus grand secret, Dalton Trumbo qui, connu comme le loup blanc à Hollywood, y est toujours interdit. De plus, les relations entre Fast et Trumbo sont compliquées : Trumbo ne pardonne pas à Fast de s'être renié. Il était, avant sa condamnation, le scénariste le mieux payé d'Hollywood. Un an d'emprisonnement, puis un départ au Mexique avec sa famille ont brisé

sa situation. De retour aux États-Unis, il vit avec sa famille modestement en banlieue et ne peut écrire que sous prête-nom.

Kirk Douglas décrit aussi les difficultés rencontrées sur le tournage. Le cinéaste Anthony Mann est licencié en cours de tournage sur pression d'Universal, au prétexte qu'il ne sait pas diriger les acteurs du film. Certes, avec Laurence Olivier, Charles Laughton et Peter Ustinov, trois acteurs également réalisateurs de films importants, n'est pas facile. Mais je doute que Mann, auteur de chefs-d'œuvre complexes (*L'apât*, *Les affameurs*) n'ait pas été à la hauteur. Il s'agit d'un très grand cinéaste doublé d'un ancien directeur d'une troupe de théâtre où il a formé James Stewart avec lequel il tour-

nera huit films superbes. D'ailleurs, les séquences qu'il a déjà tournées dans *Spartacus* y resteront et sont, de l'aveu même de Douglas, admirables. De méchantes langues avisées laissent plutôt entendre qu'Universal soupçonne Anthony Mann, homme de gauche et d'origine juive autrichienne, d'être communiste. Le studio ne veut pas ajouter son nom, à celui de Fast, au générique. Douglas confie donc le film à Stanley Kubrick, certes doué, mais bientôt

détecté de toute l'équipe pour son mépris, son cynisme et son arrivisme dont l'acteur nous donne un bel exemple. Quand Douglas décide de faire figurer le nom de Dalton Trumbo au générique, il réunit son producteur associé et Stanley Kubrick pour en discuter. Kubrick propose immédiatement de remplacer le nom de Trumbo par le sien pour éviter toute complication politique ! Douglas mettra néanmoins le nom de Trumbo au générique de *Spartacus* et *Preminger*, pour qui Dalton Trumbo travaille aussi, fera de même avec *Exodus* lequel sortira peu avant *Spartacus*. Ces deux films ont donc,



par le fait, enterré la liste noire. Kirk Douglas dresse un portrait très détaillé de Dalton Trumbo. Durant trois années de travail en commun, l'homme gagne son respect, son amitié et Douglas apprend de lui le courage. L'acteur découvre les difficultés à vivre avec un nom sur la liste noire : « une honte nationale » qui ruine « la vie d'hommes, de femmes et d'enfants. »

Si Douglas a décidé de raconter toute cette histoire, c'est pour dire à ses petits-enfants l'espoir que représente un homme comme *Spartacus* pour notre temps, où les puissants « engendrent encore la peur pour gouverner en remplaçant les mots 'menace rouge' par 'terroristes' ». « Dans un monde où un homme seul, en Tunisie, peut enclencher une série d'événements menant au renversement du gouvernement égyptien, l'histoire de *Spartacus* demeure aussi importante qu'il y a cinquante ou deux mille ans. Un vent révolutionnaire souffle sur la planète. Est-il contagieux ? Nous sommes surpris de voir des foules sans meneurs se rassembler dans des villes américaines, parler d'une seule voix et mettre au défi une structure de pouvoir qui semble inexpugnable. C'est ce qu'a fait *Spartacus*. Et des dizaines de milliers d'hommes et de femmes lui ont prêté leurs voix. Ensemble, ils étaient tous *Spartacus* ». Et aujourd'hui encore, Kirk Douglas clame haut et fort « *I am Spartacus* ». ■

*Un livre de Kirk Douglas. Éditions Capricci, 19 euros

** NDLR Lire in PNM n° 303 (février 2013), l'article de Laura Laufer : « IV. Hollywood et Maccarthysme : l'hallali » ainsi que in PNM n° 285 (avril 2011), l'article de Nicolas Devers-Dreyfus : « Howard Fast, un Américain qui résista à Mac Carthy »

À lire d'Howard Fast

Spartacus (1951). La traduction française de *Spartacus*, parue en 1955, est accessible dans la collection J'ai lu (n° 101) ; elle a fait l'objet de plusieurs rééditions.

Being red (1990) Publié en français sous le titre *Mémoires d'un rouge*, Paris, Rivages/Ecrits noirs, 2000 ; réédition, Paris, Rivages/Noir n° 543, 2005

HISTOIRE

L'Abbé Grégoire PAR PASCAL DUPUY*

La figure de l'abbé Grégoire, au même titre que celles d'autres grands acteurs de la Révolution française, est déformée par une historiographie en partie à charge et ternie par deux siècles de propos arbitraires.

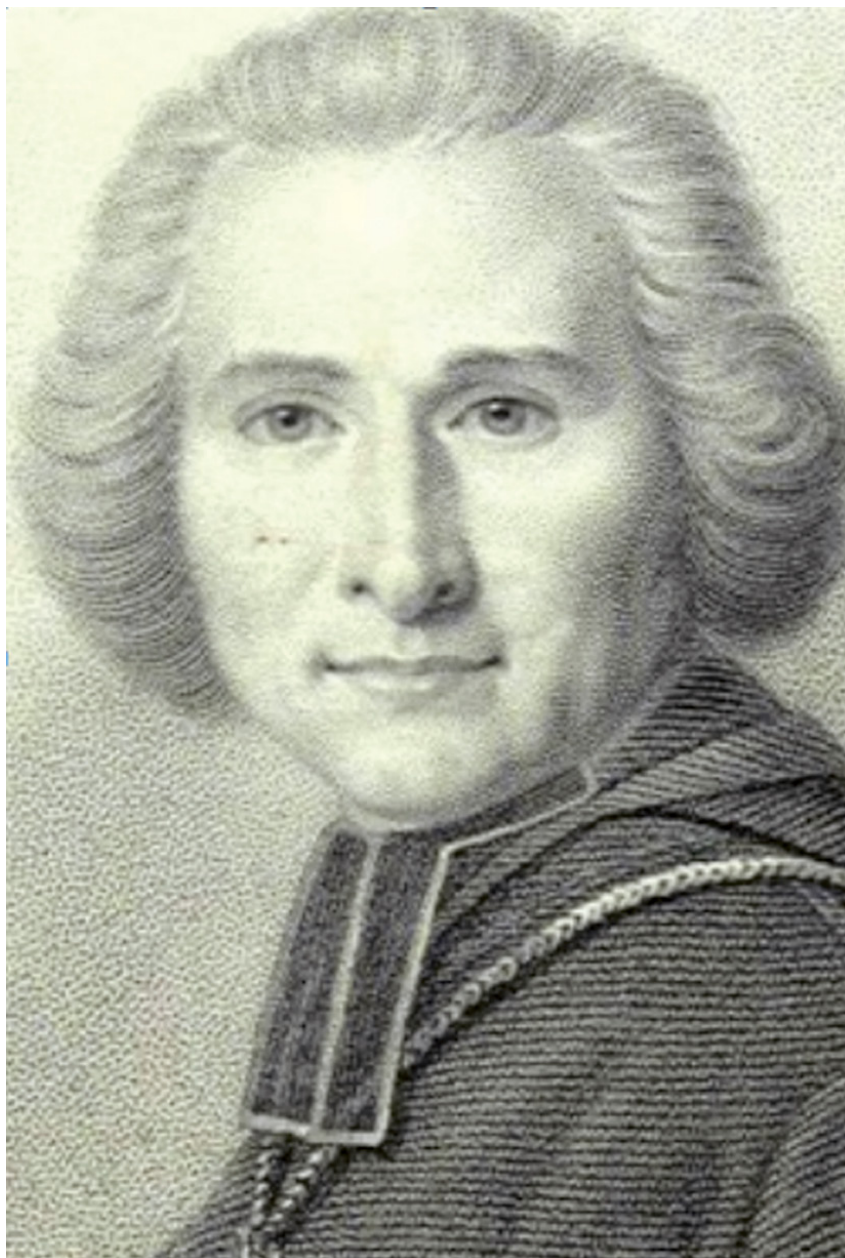
Le schisme de l'Église catholique française, qui résulta de la Constitution civile du clergé en 1790, le plaça du côté des Constitutionnels opposés aux intégristes de ce temps-là, tandis que son action en faveur de l'émancipation des juifs et des esclaves originaires d'Afrique, ou encore ses positions vis-à-vis d'une politique nationale de la langue, en ont fait ultérieurement, pour certains, un précurseur des « génocidaires du XX^e siècle » ! En 1989, dans un entretien mené par François Furet, le cardinal Lustiger, adoptant le credo qui voudrait que les « *Lumières mènent à Auschwitz* », refusait de reconnaître en l'abbé Grégoire une grande figure de l'histoire nationale tant que la République française se refusait elle-même à célébrer les victimes des persécutions religieuses révolutionnaires.

Autour de Grégoire et de sa panthéonisation, décidée en 1989 par François Mitterrand, sous l'impulsion de Robert Badinter, ce sont aussi les rapports conflictuels de l'Église catholique avec la modernité de l'événement révolutionnaire de 1789 qui se sont dévoilés en profondeur, ce que les autorités épiscopales françaises ont toujours eu beaucoup de mal à accepter.

Le livre de Caroline et Paul Chopelin, *L'obscurantisme et les Lumières. Itinéraire de l'abbé Grégoire évêque révolutionnaire***, nous conte avec brio et précision, deux histoires singulières : tout d'abord le récit de la vie d'un homme de son temps, un prêtre des Lumières prenant une part active au mouvement révolutionnaire, puis après sa mort, l'histoire complexe d'un héritage contradictoire qui fait aujourd'hui encore de l'abbé Grégoire une figure historique détestée mais aussi admirée.

Henri Baptiste Grégoire est né le 4 décembre 1750. La première partie de sa vie est encore sujette à beaucoup d'incertitudes, Grégoire ayant, sous la Terreur, brûlé de nombreux documents personnels qu'il jugeait compromettants pour sa propre existence. Issu d'un milieu rural modeste de Lorraine, mais remarqué très jeune en raison de ses capacités intellectuelles, il est, après des études solides, ordonné prêtre en 1775. Pieux et curieux, lecteur attentif mais critique des philosophes des Lumières, il est marqué à Metz par l'enseignement de l'un de ses professeurs de philosophie et de théologie, Adrien Lamourette, de quelques années son aîné, et qu'il retrouvera à Paris, au printemps 1789, tous les deux s'engageant alors dans le mouvement révolutionnaire naissant.

Élu député du clergé du bailliage de Nancy en mars 1789, l'abbé Grégoire part, en effet, rejoindre l'Assemblée des États généraux réunie à Versailles. Commence alors cette carrière de député patriote qui fera sa renommée et lui vaudra de figurer en bonne place, en compagnie de deux autres



« hommes de foi » dans le tableau (jamais achevé) de Jacques-Louis David : *Le serment du jeu de Paume*. Il fut, en effet, l'un des cinq membres du clergé à prêter serment ce jour du 20 juin 1789 pour l'élaboration d'une Constitution.

Viennent ensuite plusieurs de ses combats et engagements qui constitueront bientôt les éléments servant à bâtir sa légende ou à attaquer sa mémoire. Parmi ses prises de positions, on relève son projet relatif à l'émancipation des juifs, sujet sur lequel il avait déjà rédigé en 1779 un mémoire aujourd'hui disparu.

Dès le 3 août 1789, il demande à l'Assemblée que les juifs fassent l'objet d'une protection attentive, en raison des attaques dont ils sont les victimes lors des émeutes de la « Grande Peur »***. Le 14 octobre de la même année, il relance le débat sur la citoyenneté des juifs, cette fois-ci plus directement, et obtient de l'Assemblée son engagement de légiférer sur cette question avant la fin de la session. Malgré de nouvelles tentatives, de Robespierre notamment, il faut attendre le 21 septembre 1791, trois jours avant la séparation de la Constituante, pour que soit finalement établi que tous les juifs du royaume deviennent des citoyens français, comme les protestants

droits civils, politiques et sociaux, combat qu'il devait poursuivre tout au long de sa longue vie. Pour une langue nationale, une éducation pour tous, contre le vandalisme, Grégoire fut de tous les combats culturels, de ceux qui exigent courage et détermination et qui lui vaudront, par la suite, la haine farouche de ses détracteurs et de ses opposants.

L'ensemble de ses positions repose sur une haute conception de la tolérance et sur une politique éducative visant à repousser l'obscurantisme, les préjugés et les inégalités. Ainsi, sa volonté de faire disparaître les idiomes régionaux du parler national repose sur l'idée d'une démocratisation de la langue française afin d'en permettre l'accès à tous, sans discrimination, et d'établir une langue républicaine définie par un enseignement élémentaire fondé sur une formation grammaticale commune. Cette langue devait permettre, selon lui, l'expression de la souveraineté populaire et établir le langage commun entre l'État et le peuple. Le XIX^e siècle républicain établira définitivement les bases de cette révolution linguistique.

Ses combats ressortissent finalement à ceux de son temps, encore traversés par les préjugés et limités aux données conceptuelles de son époque. L'abbé Grégoire, bientôt évêque constitutionnel, représente parfaitement cette frange avancée des catholiques réformateurs du XVIII^e siècle croyant détenir une vérité trop longtemps occultée par les pouvoirs temporels et qui vont s'engager afin de la faire triompher.

Cette détermination lui vaudra pendant les deux siècles suivants d'être à la fois célébré par quelques grands historiens républicains (Edgar Quinet), méprisé par d'autres (Louis Blanc) et vilipendé par les milieux catholiques conservateurs. Ces jugements contradictoires referont jour au moment de la commémoration du Bicentenaire de la Révolution française et lors des manifestations qui ont entouré la panthéonisation de Grégoire.

La dimension polémique de cet héritage mémoriel à triple détente fait l'objet des pages les plus neuves du livre de Caroline et Paul Chopelin*** qui, sans évacuer les parts d'ombre du personnage, nous donnent à voir la complexité d'un homme et surtout celle de son temps. Qu'ils en soient pour ce bel effort, remerciés. ■

* **Pascal Dupuy**, Université de Rouen, Groupe de Recherche d'Histoire (GRhis)

** **Caroline et Paul Chopelin**, *L'obscurantisme et les Lumières. Itinéraire de l'abbé Grégoire, évêque révolutionnaire*, Vendémiaire, Paris, 2013, 256 p., 20€.

*** **NDLR** Allusion aux émeutes qui éclatèrent en province, entre le 20 juillet et le 6 août 1789. A la suite de rumeurs accusant les nobles de payer des brigands pour couper le blé encore vert et provoquer une famine, les paysans avaient brûlé les registres et titres seigneuriaux garantissant des privilèges qui allaient précisément être abolis la nuit du 4 août.